

en compte des aspects genre dans leur objectifs, stratégies, programmes et budgets sectoriels des respectifs Ministères.

Et finalement, **la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH)**, en tant qu'organe de promotion et suivi des normes et de la législation des droits humains au niveau du pays joue un rôle déterminant pour suivre la mise en œuvre des engagements du gouvernement de Djibouti en matière de lutte contre les MGF. Elle collabore avec le MFF et l'UNFD notamment pendant les campagnes de sensibilisation.

- Les titulaires de droits et leurs représentants

La **population djiboutienne** dans toute sa diversité est au centre de l'action, elle fait partie de ses principales parties prenantes et bénéficiaires. Les personnes les plus défavorisées et marginalisées, en particulier les femmes, les filles sont les cibles privilégiées. Toutefois, l'implication des hommes et des garçons, ainsi que des aînés est également indispensable à l'atteinte des objectifs.

Les **Organisations de la Société Civile (OSC)** jouent un rôle fondamental dans le développement du pays, mais de manière générale, la société civile djiboutienne est faible et peu impliquée dans la formulation des politiques publiques ; les organisations nationales ont des capacités limitées, à l'exception de l'UNFD (Union Nationale des Femmes Djiboutiennes), bras technique du MFF et quelques **organisations féminines ou des jeunes et personnes religieuses engagées** dans la lutte contre les MGF et les VBG à Djibouti (ex. l'Association Autre Regard, Solidarité Féminine, l'Association des Femmes de Tadjourah, Taalo Saan, Rasmy du réseau Elle&Elles, Happy Family).

- Les autres parties prenantes

Les **acteurs traditionnels et religieux** occupent eux-aussi un rôle central dans la lutte contre les MGF à Djibouti. Nombreux Djiboutiens associent les MGF à un comportement « approprié » pour les musulmans. À travers les dialogues et les débats avec les populations du milieu rural du pays, les chefs religieux sont des acteurs indispensables au changement de comportements néfastes en vue d'abolir les MGF.

Les **autorités locales**, jouent un rôle central dans la gouvernance et la prise de décision au niveau communautaire et national. Leur implication peut conférer une légitimité et crédibilité aux initiatives visant à éradiquer les MGF, leur connaissance des réalités locales et leur capacité à mobiliser et sensibiliser les communautés peut contribuer au changement des normes sociales.

Les **médias** représentent également un levier important dans la diffusion d'une culture libre de MGF. Ils peuvent jouer un rôle significatif dans la réduction des MGF (Radio - Télévision de Djibouti, La Nation).